

1 / Regards sur nos villes

C'est parti ! Nous commençons l'échange par nos regards sur des contextes urbains. Pétronille nous éclaire sur les origines étymologiques de la ville qui mettent en avant l'idée de partage des communs. La cité était une communauté politique, où le territoire était administré aux habitants. On donna par la suite le nom de cité à un ensemble bâti homogène tel que les cités ouvrières ou les cités jardins. La ville telle que nous la connaissons est une ville globale. On sait d'ailleurs qu'en 2050, 75% de la population sera urbanisée. Dans cette forme de ville, nous constatons des inégalités sociales.

D'ailleurs, ces injustices sociales s'incarnent dans des injustices spatiales. Les hommes et les femmes n'ont pas les mêmes accès pour user de la ville. Morgane nous dresse les raisons : c'est un long héritage historique qui place les femmes dans la sphère privée et les hommes dans l'espace public. La fonction sécuritaire de la ville au temps du Baron Haussmann donne le pouvoir aux hommes. Les femmes deviennent des citoyennes de la ville seulement en 1944, année où elles obtiennent le droit de vote. Malheureusement, les Trente Glorieuses les renvoient aux charmes des robots ménagers et de la cuisine. Aujourd'hui, la ville moderne n'apparaît pas pour autant égalitariste. Pourtant l'espace public n'est-il pas un bien commun ?

C'est dans l'espace public que le citoyen et la citoyenne sont connectés aux autres citoyen.ne.s et que la confrontation, enrichissante ou conflictuelle, peut avoir lieu. Quand l'espace est partagé et coproduit, l'espace commun permet à chacun.e de s'affranchir de sa communauté et de ses propres frontières. Cependant, Koulma nous dit que pour qu'un.e citoyen fasse partie intégrante du processus de création d'un projet urbain, il faut poser la question du lien entre les pouvoirs politiques de la ville et les habitant.e.s. Même si un projet émerge sans le pouvoir public, il doit trouver une forme de soutien et de légitimité auprès du politique pour prendre racine et perdurer.

C'est en étant au plus près de l'ordinaire et du quotidien qu'on peut penser des projets urbains. Florent nous dit qu'ils sont des éléments remarquables qui peuvent se définir comme l'expression des structures fondamentales de la vie. Il s'agit de redéfinir l'ordinaire pour faire apparaître nos habitudes formelles et personnelles comme une expérience esthétique. Il n'y a donc pas de vie sans pratique de la ville, et pas de vie sans nos perspectives subjectives et nos rapports avec l'environnement et avec autrui. L'expérience de vie devient une expérience plastique, esthétique, c'est une mise en scène qui questionne nos habitudes et nos comportements au quotidien.

Solène définit les murs, éléments quotidiens et urbains, comme des supports d'enseignement. Ils permettent l'exploitation d'une surface visible par tous et toutes, permettant aux habitant.e.s d'apprendre de façon ludique. Ils sont aussi le support de revendications. Les révolté.e.s de Mai 68 utilisent les murs de Paris pour faire valoir des messages forts notamment le célèbre slogan "Sous les pavés, la plage". Ces slogans permettent de montrer le désir de liberté de la jeunesse. Des pratiques similaires apparaissent sur le globe pour témoigner de l'expression publique. Ces pratiques permettent de diffuser l'information au plus grand nombre car visible par tous et toutes dans la ville.

L'espace urbain est d'apparence un lieu commun où les habitant.e.s peuvent accéder. Cependant dans les faits, les penseurs et les aménageurs de la ville ont oublié la majorité des habitant.e.s de la ville. Elle devient un lieu visible des ségrégations : une ville faite pour les riches, les hommes, oubliant totalement les précaires. C'est pourquoi la ville peut devenir un support de manifestations et de scènes urbaines qui permettraient l'émancipation de chacun.e.

2 / Organisation politique de la cité

Nous changeons de décors et le public se retourne pour découvrir de nouveaux questionnements autour de l'organisation politique des cités.

Tout espace urbain est régi par des règles et un mode de gouvernance qui assure son bon fonctionnement. Pétronille s'intéresse à la charte, exemple de règlement qui rassemble les valeurs collectives. A l'échelle de l'habitat partagé, elle définit les règles de vie commune. Elle peut être religieuse, militante, plus ou moins stricte, tangible comme informelle. Il s'agira de définir les rôles de chacun mais, plus globalement, il est question du vivre ensemble. Comment constituer ses moteurs ? Comment l'organiser ? Comment l'assurer ? Le politique doit certes organiser le vivre-ensemble, mais il doit aussi le préserver.

Henry Lefebvre construit en 1968 les fondements du *droit à la ville* : il y défend les droits de tous les citoyens à profiter des aménités de la ville. Et si ces droits protègent le vivre-ensemble urbain, ils ne sont toujours pas effectifs. Morgane, et Lucille Bariotte en différé, nous rappellent que les femmes sont toujours partiellement exclues des espaces publics et sous-représentées lorsqu'il s'agit d'élaborer les politiques de la ville. Tous les acteurs urbains doivent aujourd'hui se requestionner sur leurs pratiques et trouver de nouveaux moyens d'inclure d'avantages de femmes dans les projets menés. C'est une revendication féministe bien sur présente dans les manifestations.

Propres à la gouvernance démocratique, Solène demande à Alexandre Faivre (Eurométropole Strasbourg), si les manifestations ont encore un impact aux yeux des puissances publiques territoriales : *Elle fait réagir. Si elle est mise en place, c'est déjà qu'il n'y a pas eu de prise en compte de la parole des habitants, pas même de réunion pour pouvoir parler.*

La manifestation, forcer à écouter quelqu'un qui ne veut pas vous entendre. Le débat public ne doit pas être laissé aux élus, mais M. Faivre rappelle que la participation citoyenne est légalement obligatoire. Plusieurs niveaux existent, de l'information à la co-décision, et la co-production dans l'urbanisme ça se fait de plus en plus !

C'est d'ailleurs une des missions des ateliers Approche. Au Port du rhin, ils sont mandatés pour imaginer le cadre de l'intervention citoyenne dans le cadre du projet urbain. Florent nous présente plus en détail ce quartier de Strasbourg qui souffre, comme le Griffin à Montréal, d'un délaissement des municipalités. Les designers peuvent y avoir un rôle d'interface entre les pouvoirs publics et les habitants en pensant de nouvelles manières de les impliquer. C'est d'ailleurs un des enjeux qui concerne le design : il faut réussir à capter celles et ceux qui ne sont pas touchés par les dispositifs institutionnels déjà en place. Il y a aussi des habitants ou qui ne se sentent pas, ou plus, concernés. Des campagnes de communication sont alors parfois faites : à Strasbourg, il y a quelques années, mais à Ivry aussi. Le collectif *Ne Rougissez Pas* a aidé le conseil de quartier à gagner en visibilité. Par le projet participatif, l'occasion de se mobiliser est donnée aux habitants qui, peu à peu, se ré-impliquent dans leurs vies de quartier.

Les véritables progrès restent doivent principalement se faire du côté des puissances publiques qui doivent imaginer de nouveaux partenariats et surtout les rendre effectifs. Nous, designers et étudiants, pouvons dans des temps très courts lancer des impulsions qui peuvent être entendues par les municipalités, ouvrir un débat, ou créer des projets plus autonomes dans le fonctionnement politique de nos villes contemporaines.

3 /Faire ensemble la ville

En début d'après-midi, nous commençons la conversation en chantier avec l'intervention de Joëlle Gerber au sujet des ateliers menés par Urbanité Engagée à la Maison Jeune Citoyen.

La création d'un microcosme, qui s'imagine de façon utopique avec les enfants dans les ateliers "Rêve ta ville", permettrait d'envisager des nouvelles façons de vivre ensemble dans la ville. "Les enfants recherchent cela pour s'exprimer, à travers des outils ludiques tout en amenant une réflexion de fond"

Morgane souligne le fait que la Maison du Jeune Citoyen est un lieu d'expérimentation pour le collectif qui permet de mener des moments d'analyse forts. Il serait nécessaire de réfléchir et d'agir directement auprès des enfants dont l'âge permet de modifier la perception des choses, sur les façons d'habiter ensemble la ville. Sur différents terrains, on questionne le rapport à l'espace public par des outils de réflexion, de concertation, de conception ou de fabrication qui permettent de dresser des constats sur la projection, l'imagination et la vie des espaces publics. A Haute-pierre, Grégoire Zabé remarque que la présence physique constante auprès des habitants permet un "croisement du quotidien des gens". L'investissement de l'espace public se fait de différentes façons selon l'âge, le type d'actions et les différentes heures de la journée."On ne vit pas aux mêmes heures dans l'espace public", mais "Devenir visible peut changer le caractère de l'impuissance" (Saskia Sassen)

En abordant la ville par la géographie sociale et radicale, nous réfléchissons à la ville comme "un espace vu, vécu, perçu", ce qui modifie notre façon d'appréhender l'espace. Réfléchir la conception de la ville avec son habitant reconnu comme expert, on arrive à une ville co-construite où l'on change et requestionne le rôle de chaque acteur urbain.

La cartographie donne à voir cette expérience soutient Koulma, Mais quelle est alors la place du paternalisme dans un projet de co-conception ? L'habitant légitimé s'implique dans la construction et se responsabilise face à son territoire. Un échange entre les habitants et ceux qui construisent le projet permet de créer une cohérence avec les attentes des habitants, et d'éviter une opposition expert/habitant.

Emmanuel Marx parle de posture de "facilitateur" dans un projet d'habitat participatif en introduisant une position "neutre, non-expert".

Pour rebondir sur les propos de Koulma, Solène introduit le terme de "citoyen-citadin", employé par Alexandra Bidet. La définition classique de la citoyenneté ne convient plus aux modes de vie du citoyen actuel. L'engagement du citoyen serait donc à mettre davantage en lien avec le quotidien vécu, tout comme les formes de mobilisation. En se servant de l'espace public comme un lieu ouvert, cela donne une place à tous dans un débat collectif.

Florent envisage de nouvelles pratiques de la citoyenneté à même l'espace public donnant une forme aux actes de parole. L'espace public devient une scène de théâtre populaire : on crée alors un lieu de langage et d'engagement qui encourage les classes populaires à se revendiquer dans le débat. Avec l'atelier Bâtir à la MJC, Florent montre qu'en jouant un rôle, on aborde les choses sous un autre point de vue et on développe une forme d'empathie.

Si on parle de coopération, on parle aussi de cohabitation dans la ville, ce qu'introduit Pétronille en revenant sur les termes Habiter/Bâtir/ Penser, qui permettent de s'approprier son environnement. La transgression permet d'envisager de nouveaux modes de vie urbains et ainsi de nouvelles manières d'habiter la ville. Par la participation dans l'habitat, on en requestionne les modes. D'après Emmanuel Marx, "il y a autant de façons d'habiter que de gens qui souhaitent le faire". L'habitat participatif ne vient pas d'une démarche collaborative, mais d'une volonté similaire de plusieurs individus de faire leur logement autrement. Des espaces partagés naissent et la co-conception fait cohabiter l'individuel et le collectif. Ce travail ne peut se faire sans la facilitation d'un assistant à maîtrise d'ouvrage et tous les acteurs du projet.

4 / Vivre ensemble

Le quatrième temps de la journée était consacré à regarder les nouvelles urbanités soutenues par le design : comment un regard concepteur attentif aux usages peut permettre de mieux habiter et vivre la ville ?

Sarah Medalel du Collectif Ne Rougissez Pas a répondu aux questions de Solène sur leur projet Cité en Chantier. Cette résidence de réalisation partagée de la signalétique a été l'occasion de montrer que le projet de design peut s'implanter par des marches exploratoires et une construction commune, pour donner un esprit au quartier, des lieux fétiches et informels. Leur expérience d'animation se construit dans les colonies et leur permet de monter un projet juste et coloré où "on a tout fait, tous ensemble [...] dans un atelier extérieur, en mode colo pendant une semaine".

Nicolas Couturier, de l'InSituLab, pose la question de la place de la couleur dans le projet urbain, et Florent vient montrer qu'elle permet une formalisation et une personnalisation. NRP ajoute qu'elle permet de créer distance (avec le tissu associatif de la collectivité) et proximité (avec les habitants). Leurs projets sont aussi de forts moyens de valorisation humaine, par l'apport de rigueur et de qualité graphique, proche des habitants. Grégoire Zabé d'Horizome ajoute qu'un projet tel que celui mené à la place Erasme peut paraître en décalage avec les soucis matériels des habitants, et que le designer doit se positionner. "C'est un peu le risque, d'être le pacificateur social."

En effet, "on partage forcément une tranche de vie", dit Sarah Medalel, dans laquelle il faut jouer avec les proximités et les distances. NRP tient beaucoup aux temps festifs. Horizome se pose lui beaucoup la question de la manière dont on arrive dans un espace, en établissant la confiance tout en permettant l'autonomisation à partir de la pratique du designer-architecte-urbaniste. Mais cette présence immersive dans la petite échelle permet de retisser le lien avec la grande.

C'est dans ce dialogue qu'il faut redonner des formes pour rendre lisible la ville pour tous. Grégoire Zabé appuie : "tout est à inventer, à agréger, à spatialiser", le processus global dont la forte présence sur le terrain, la forme de la data récoltée et le vocabulaire commun.

Plusieurs outils ont été ensuite décrit par Koulma, Pétro-nille et Morgane. La cartographie comme "outil populaire au service de la cité", qui sort de l'objectivité pour devenir un support des ressentis communs. La construction frugale, à partir de matériaux ou de bâtiments revalorisés, pour continuer à prendre en compte l'existant dans les processus de conception. L'urbanisme collaboratif pour une "ville inclusive" où chacun est sensibilisé aux métiers de l'aménagement pour pouvoir s'approprier l'espace urbain dans des usages mixtes aux rythmes des journées. Lucile Biarotte répond à cela qu'il est souhaitable que "tout le monde puisse participer à la ville", mais il faut pour cela une diversification des méthodes participatives auxquelles le design peut donner forme.

5 / Postures des designers

“Comment matcher un peu ensemble pour faire progresser la politique publique ?”

Sandra Guilmin travaillant au service de l'économie sociale et solidaire à l'Eurométropole de Strasbourg.

Cette question nous offre la possibilité d'engager nos différentes postures de designers afin de comprendre les réalités publiques locales et agir formellement et politiquement dans nos espaces urbains.

Florent envisage la posture de designer-metteur en scène pour fabriquer la singularité et les signes qui font quartier et les pratiques du quotidien ; tirer le détail de chacun, investir nos espaces communs comme une véritable scène de la pensée plurielle afin de réfléchir à de nouveaux formats de dialogue citoyen.

Kouma s'intéresse à la notion de designer-outil pour donner les clés de l'autonomie des usagers dans ses pratiques urbaines, ouvrir les innovations sociales par un langage simple, compréhensible par tous et non-paternaliste pour faciliter un discours entre les politiques publiques et les usagers de la ville dans leur reprise de pouvoir.

Pétronille tient à définir l'attitude du designer-chorégraphe pour considérer l'espace en tant qu'actions, comme événements, comme un ballet urbain dans lequel les hommes et les femmes se rencontrent et fabriquent leur chez soi, pour aborder sa manière d'habiter en s'appuyant sur la permanence et la participation.

Solène envisage la posture designer-porte-voix pour devenir un outil au service des citoyens pour amplifier leur parole, pour inventer des supports militants et revendicateurs en amont ou dans la rue, spontanément et personnellement qui interviennent graphiquement dans l'espace public.

Et Morgane cherche à être designerE de l'égalité pour faire participer tous les habitants surtout ceux qu'on ne voit pas, invisible, les plus précaires, pour inventer de nouvelles attitudes sociales en transformant les espaces en fonction des besoins de chacun, pour s'appropriier l'urbain à égalité.

C'est sur cette approche égalitaire que notre dernière référence est collée sur les murs d'Urbanité Engagée. Ces murs fabriquent l'espace d'investigations et de réflexions qui s'est coloré des références et citations personnelles afin de faire état des lieux d'un mémoire en commun qui s'est construit tout au long de la journée. Finalement, l'urbain dans sa définition et ses pratiques propose un cadre dans lequel nous, designers, nous engageons avec nos expériences, nos intérêts, nos visions personnelles, nos sensibilités pour tendre un espace de vivre-ensemble. Nous tentons de faire oeuvre politique par la forme afin de rapprocher les politiques publiques et les habitants, tous citoyens, acteurs de l'urbanité.